

**PERSPECTIVES TUNISIENNES**  
**Groupe**  
**d'études**  
**et**  
**d'Action**  
**Socialiste**  
**Tunisien**

Prix : 1,50 F  
150 ml

**SOMMAIRE**

	Pages
■ La Tactique du prolétariat devant la crise du régime tunisien .....	2
■ En marge du Congrès de l'U.G.T.T. ...	6
■ L'unité nationale comme support idéo- logique pour exploiter jusqu'à la mort les mineurs de Gafsa .....	8
■ Mestiri où les inconséquences des bourgeois démocrates .....	10
■ Encore une réforme de l'enseignement	12
■ Non aux mesures policières .....	15
■ Echos .....	15
■ Centenaire de Lénine .....	16

# La tactique du prolétariat devant la crise du Régime Tunisien

La bourgeoisie tunisienne est en crise.

Cette vérité, évidente pour quiconque sait ce qui se passe dans le pays, est lourde de signification et de conséquences. Les manifestations de cette crise, depuis le déchaînement qui a suivi septembre 69 contre Ben Salah, jusqu'à la panique qui règne dans les sphères du pouvoir depuis la constitution de la Haute Cour et de la Cour de discipline budgétaire, ne peuvent être réellement comprises que si l'on a situé et démonté le processus qui a conduit à cette crise, que si l'on a vraiment vu quelles sont les contradictions de classes de la société tunisienne.

Nos différentes publications ont déjà esquissé une telle analyse (1), il ne nous semble pas superflu d'y revenir encore et de tenter de dessiner les lignes de forces de la situation politique dans le pays.

## LA CONTRADICTION PRINCIPALE EST CELLE QUI OPPOSE LE PROLETARIAT ET LES MASSES LABORIEUSES A LA BOURGEOISIE

La Tunisie est un pays capitaliste néo-colonial. Cela signifie qu'il est dominié très étroitement par l'impérialisme et que cette domination n'est pas directe, mais passe par l'intermédiaire d'une **bourgeoisie nationale** qui détient l'appareil d'Etat et qui a réussi, ce que nous n'avons pas à démontrer ici (2), à faire du mode et des rapports de production capitaliste le système économique dominant.

Le caractère néo-colonial a des conséquences quant à la façon dont se présentent les contradictions de classe à l'intérieur du pays. Le fait que l'exploitation impérialiste transite par le biais d'une bourgeoisie nationale, donne à cette dernière un rôle particulier vis-à-vis de l'impérialisme, comme vis-à-vis des masses laborieuses tunisiennes. Ce sont, en effet, ces dernières qui subissent toute l'exploitation, quelle qu'en soit la forme, et la contradiction fondamentale de la société est celle qui les oppose à ceux qui les exploitent. Même si, en fin de compte, c'est l'impérialisme qui est l'exploiteur le plus important, celui qui exploite et qui opprime **directement** ces masses pour son propre compte, comme pour celui de l'impérialisme, c'est la bourgeoisie tunisienne.

**La contradiction entre les masses laborieuses et la bourgeoisie tunisienne est la contradiction fondamentale de la société.**

**En disant cela, nous voulons dire que c'est par la solution de cette contradiction que l'on pourra résoudre toutes les autres, en particulier celle qui oppose ces masses laborieuses à l'impérialisme.**

Nous ne voulons nullement entendre par là qu'il n'existe pas d'autres contradictions ou que la bourgeoisie constitue une classe homogène qui a une politique unique, fixée une fois pour toutes. Mais ces contradictions sont toutes secondaires par rapport à la contradiction principale, même si, dans certaines circonstances, elles peuvent se placer en apparence au premier plan.

C'est ce qui se passe en Tunisie depuis septembre dernier. Apparemment, ce sont les contradictions au sein de la bourgeoisie (qui prennent même parfois l'aspect de conflit de personnes) qui mènent la vie politique et la contradiction entre les masses travailleuses et la bourgeoisie au pouvoir est repoussée à l'arrière plan. Tout se passe comme si une fraction bourgeoise s'était trouvée un beau jour en désaccord avec celle qui tenait les rênes du gouvernement, et avait été capable de la rejeter. Aucun marxiste sérieux ne saurait se contenter de ces apparences : ce qui a été fondamental dans le déclenchement de la crise, dans l'abandon de la politique de Ben Salah comme dans les difficultés du pouvoir à reprendre en mains la situation, ce ne sont pas les conflits internes à la bourgeoisie mais bel et bien ceux qui opposent celle-ci aux classes laborieuses, paysans pauvres, semi-prolétaires, ouvriers des campagnes et des villes ; c'est la résistance active et passive spontanée mais acharnée, de ces masses qui a obligé le pouvoir à changer de politique comme c'est la crainte de ces mêmes masses qui freinent considérablement le gouvernement dans sa recherche d'un nouveau mode d'exploitation.

Mais cette résistance a été spontanée ; il ne s'est pas trouvé **d'organisation** de ces masses laborieuses capable de les diriger, de canaliser leur énergie, d'exiger pour elles les fruits de leur lutte.

En d'autres termes, ces masses sont capables de dire non, elles ne peuvent encore pas définir positivement une politique ni se faire valablement représenter par des porte-parole liés à elles.

Dans ces conditions, **résultat de l'oppression politique et de l'absence totale de démocratie dans le pays**, ce sont certaines fractions de la bourgeoisie qui peuvent seules tirer un profit immédiat de telles luttes des masses, parce que **présentes** au sein de l'appareil politique et économique de l'Etat bourgeois, parce que relativement conscientes et organisées.

Il en sera toujours ainsi tant que les travailleurs, ouvriers et semi-prolétaires surtout, n'auront pas de parti capable de les organiser ; toutes les luttes spontanées des masses contre le pouvoir bourgeois seront utilisées par certaines fractions de la bourgeoisie, momentanément ou accessoirement hostiles à telle forme de domination bourgeoise, mais foncièrement solidaires de toute leur classe pour ce qui est de brider et d'exploiter les travailleurs.

Et c'est bien ce qui se passe actuellement.

Ceci étant posé, quelle doit être la position du prolétariat conscient et de son avant-garde marxiste-léniniste par rapport à la crise ?

Ce serait une position gauchiste que de dire : du moment qu'il s'agit d'une crise au sein de la bourgeoisie, cela ne nous intéresse pas, nous ne devons pas nous en préoccuper, nous devons nous consacrer seulement à la préparation de la révolution et du renversement de la bourgeoisie. Car s'il est vrai qu'étant donné que la contradiction fondamentale est celle qui oppose les masses laborieuses à la bourgeoisie nationale, les révolutionnaires doivent

(1) Voir en particulier la brochure N° 5, « Perspectives » N° 22.  
(2) Voir brochure N° 2, « Perspectives » N° 17 et brochure N° 5.

préparer la révolution, il n'en reste pas moins que cette préparation n'est pas un travail abstrait mais doit se faire dans les conditions concrètes d'une réalité donnée, doit tenir compte de tous les éléments de cette réalité et essayer, non seulement de mettre à profit ceux qui sont favorables, mais également d'en créer de ce genre.

Pour être plus clair, nous dirons qu'il n'est pas indifférent, au point de vue du travail des révolutionnaires, que le régime politique du pays soit celui d'une dictature aveugle ou d'une relative démocratie : le second cas évidemment beaucoup plus favorable à l'activité politique et organisationnelle de l'avant-garde, à sa propagande révolutionnaire, est également un objectif de la lutte de cette avant-garde, pendant toute la période où il n'est pas réalisé et où la conscience de la nécessité de détruire l'appareil d'Etat bourgeois n'a pas encore gagné l'ensemble ou la majorité de la classe ouvrière et du semi-prolétariat.

C'est pour cela qu'il nous faut maintenant après avoir situé la contradiction fondamentale à sa vraie place, analyser les contradictions secondaires, mais qui occupent aujourd'hui les devants de la scène, existant au sein de la bourgeoisie.

Nous pourrions ensuite préciser quelle doit être la tactique du prolétariat et œuvrer dans ce sens, si limités que soient encore nos moyens.

### LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

Avec l'apogée de Ben Salah la fraction bureaucratique de la bourgeoisie dominait l'appareil d'Etat. Cette bourgeoisie bureaucratique dont la base économique et politique réside dans le rôle très important joué par l'Etat dans tous les domaines de la vie nationale, est elle-même un produit de la situation néo-coloniale et de la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale de type « privé » non étatique.

Dans l'état de dépendance économique où se trouve le pays vis-à-vis de l'impérialisme et vu la prédominance au départ des fractions bourgeoises commerçantes et foncières, un développement tant soit peu réel du capitalisme et d'une bourgeoisie plus ou moins industrielle et financière était impossible sans une intervention directe très importante de l'Etat dans l'économie, comme les idéologues de la bourgeoisie tunisienne ont pu s'en rendre compte après l'expérience du « libéralisme économique » qui a suivi l'indépendance. La planification avec ce qu'elle impliquait au point de vue de la reconversion des bourgeois commerçants et fonciers en bourgeoisie industrielle capitaliste, et surtout à celui du développement de la bourgeoisie bureaucratique, était la voie par laquelle devait émerger une bourgeoisie nationale financière et industrielle, sans cela, c'était purement et simplement une domination impérialiste directe, utilisant une bourgeoisie (commerçante et foncière) compradore (c'est-à-dire un simple intermédiaire commercial) tunisienne.

La bourgeoisie bureaucratique avait au départ un rôle de *servante* de la bourgeoisie financière et industrielle nationale, qui d'ailleurs, ne s'était pas constituée encore en force relativement consistante (3).

Mais d'une part la dépendance à l'égard de l'impérialisme, sans cesse aggravée à mesure que de nouveaux emprunts devenaient nécessaires pour développer le secteur d'Etat (au demeurant peu rentable), d'autre part la dynamique propre d'un processus qui rencontrait de plus en plus de résistances dans toutes les classes et exigeait de plus en plus de personnel, ont donné à la bourgeoisie bureaucratique une puissance et des besoins qu'on n'avait pas pu prévoir : ayant besoin de ressources toujours plus importantes pour généraliser le capitalisme (au profit de la bourgeoisie industrielle et financière et au sien propre), ayant pour cela besoin de briser plus vite

toutes les résistances et de chercher les moyens de canaliser toujours plus les capitaux, cette bourgeoisie bureaucratique devait, en même temps qu'elle annihilait les fractions commerçantes et foncières de la bourgeoisie et qu'elle menait à l'égard des masses une politique de contrainte toujours plus féroce, prendre conscience de ses intérêts propres parfois différents de ceux de la bourgeoisie financière et industrielle.

Cette divergence des intérêts des fractions bureaucratiques et financière-industrielle de la bourgeoisie, qui s'est exprimée notamment à travers les critiques des Ben Yahmed Mestiri à la politique de Ben Salah, se situe à plusieurs niveaux : à celui des relations avec l'impérialisme, où le type de liens que préfèrent l'une ou l'autre de ces fractions n'est pas exactement le même, à celui de la politique d'investissements dans le pays, à celui du rythme et de l'ampleur de la concentration dans le commerce et l'industrie...

Mais cette divergence ne devenait vraiment aiguë qu'en ce qui concerne le rôle de l'Etat et en fin de compte la question du pouvoir. La fraction bureaucratique intéressée par essence au développement du capitalisme d'Etat, pour elle le meilleur moyen de se maintenir et de se renforcer, même si ce capitalisme d'Etat est censé être une phase de transition avant la « privatisation » de l'industrie, devenait de plus en plus indépendante de la fraction financière et industrielle.

Dans sa frénésie de centralisation capitaliste (déguisée sous l'idéologie de la coopération et du « socialisme destourien ») elle ne s'arrêtait plus devant la propriété privée industrielle. Son impatience motivée par la précarité de sa situation, la lourdeur de ses dettes et la conscience de ne pouvoir survivre que dans une « fuite en avant », lui attirait l'hostilité des classes populaires et risquait de mettre en cause la domination bourgeoise tout entière.

La fraction industrielle et financière ne pouvait que s'émouvoir d'une telle évolution sur laquelle elle n'avait plus prise ; la bourgeoisie bureaucratique qui se transformait de servante en maîtresse de la fraction industrielle et financière, allant jusqu'à essayer d'intégrer celle-ci à son appareil, toujours dans le but ultérieur mais de plus en plus lointain de lui remettre son système de production capitaliste développé.

Cette dialectique de servante et maîtresse, qui est le résultat naturel du développement de la bourgeoisie bureaucratique dans un pays néo-colonial comme la Tunisie, ne pouvait être longtemps acceptée passivement par la bourgeoisie financière et industrielle. Celle-ci par la bouche de son représentant idéologique Mestiri manifestait son désaccord en janvier 68. **Mais elle se savait incapable de mener une bataille réelle et, après avoir pris date, elle s'est retirée en attendant des jours meilleurs, c'est-à-dire en attendant que d'autres tirent les marrons du feu pour elle.**

Bien que, ne pouvant se passer de l'intervention de l'Etat cette fraction trouvait le prix de cette intervention trop élevé, aussi bien sur le plan économique et financier que politique : le risque d'explosion populaire contre la domination bourgeoise devenait trop grand, étant donné l'aggravation de l'exploitation et de l'oppression des masses populaires, ce qui pouvait remettre en cause toute cette domination.

Et le régime de dictature policière en était arrivé à empêcher tout mécontentement, y compris celui des bourgeois, de s'exprimer.

Tenant à dominer le pouvoir d'Etat et consciente qu'elle ne peut le faire que si elle s'appuie sur une base sociale un tant soit peu consistante, donc qui s'exprime, cette fraction, que la dictature bureaucratique de la bourgeoisie lèse aussi, est favorable à une certaine démocratisation de la vie politique, seul moyen pour elle de se renforcer face à la bourgeoisie bureaucratique dictatoriale et policière. Il ne faut pas se faire d'illusions sur la profondeur de ses sentiments démocratiques, qui vont juste assez loin pour lui permettre de critiquer la fraction bureaucratique mais qui ne résistent pas à une menace provenant des masses, ni surtout sur sa capacité à se battre pour la démocratie : les deux manifestations de Mestiri en

(3) Il est bien entendu que procédant à une analyse marxiste de la situation nous ne nous contentons pas d'enregistrer ce que disent les bourgeois, c'est-à-dire ce qu'ils croient être, dire ou faire, mais nous nous efforçons d'en comprendre la signification réelle du point de vue des classes.

Ce n'est pas parce qu'un bourgeois se présente comme socialiste que nous ne chercherons pas à voir, à travers son programme ou son action, quelle fraction bourgeoise il défend en fait.

janvier 68 et en octobre-novembre 69 montrent que sa capacité de lutte est des plus limitée.

Pour le prolétariat, ce n'est pas à la mesure du développement des forces productives — de toute façon limité en système capitaliste néo-colonial — ni à la généralisation des coopératives — entreprises capitalistes et qui discréditent l'idée de coopération et de socialisme tant elles sont liées à la contrainte — que l'on doit juger une fraction bourgeoise, mais à celle de son attitude vis-à-vis de la démocratie (démocratie bourgeoise naturellement) c'est la fraction bourgeoise qui lui laisse les meilleures possibilités d'organisation et d'action, qui avantage le plus la classe ouvrière et qui est la plus intéressante pour lui. C'est pourquoi l'attitude des révisionnistes tunisiens qui soutiennent Ben Salah est une attitude fondamentalement fautive, qui les situe à la traîne de la bourgeoisie bureaucratique.

Les observateurs superficiels croient voir dans la chute de Ben Salah le triomphe des fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie, les commerçants et les propriétaires fonciers. Si ces fractions paraissent reprendre « du poil de la bête » depuis septembre 69, elles n'ont en fait aucune force politique, aucune capacité réelle d'intervention au niveau du pouvoir. Elles ont certes profité du recul du gouvernement mais elles n'ont pas de politique à offrir et politiquement elles ont été brisées par la bourgeoisie bureaucratique. D'ailleurs leur situation même fait qu'elles ne sauraient prétendre au pouvoir, n'étant pas capable d'avoir avec l'impérialisme des liens autres que ceux, aujourd'hui dépassés pour la Tunisie, d'une bourgeoisie compradore vendant les richesses d'un pays arriéré. Bien sûr ces fractions bourgeoises, en fait les plus réactionnaires, peuvent s'allier aux uns ou aux autres pour tenter de se protéger ou de se défendre, et s'efforceront de profiter de toutes les occasions pour sauver leur existence mais elles ne sont plus des éléments de poids dans la politique du pays, elles ne jouent plus de rôle moteur : les fractions bourgeoises dominantes sont désormais la bourgeoisie bureaucratique et la bourgeoisie financière et industrielle.

#### LE REGIME BOURGUIBISTE A EPUISE SES POSSIBILITES

Ayant saisi le fondement des contradictions de la société, nous comprenons mieux à présent comment la crise tunisienne qui provient d'une révolte des classes travailleuses contre la dictature de la bourgeoisie bureaucratique, se maintient jusqu'à présent dans le cadre d'une crise interne à la bourgeoisie.

Le facteur décisif, qui manque encore aujourd'hui pour que ces classes puissent intervenir activement dans la politique, est le facteur organisationnel : **il n'y a pas d'organisation des classes populaires ni du prolétariat ni des autres travailleurs. La création d'une organisation politique du prolétariat est donc un impératif criant pour que les luttes que mènent les masses populaires ne soient plus détournées au profit de telle ou telle fraction bourgeoise.**

Les marxistes-léninistes doivent considérer que l'enseignement premier de la crise est une nouvelle vérification de cette vérité que Lénine n'a cessé de répéter : le parti révolutionnaire est la seule arme réellement efficace ; la lutte des travailleurs se mène tous les jours, la lutte des classes est une réalité quotidienne mais sans leur parti, les prolétaires ne peuvent espérer vaincre. Il faut construire le Parti d'avant-garde du prolétariat ; il faut lutter pour créer les conditions les plus favorables à l'organisation des classes populaires. Et pour déterminer avec exactitude ce que doit être cette lutte, il faut comprendre encore davantage la situation politique actuelle.

Devant la résistance populaire, et pour ne pas se voir remettre en cause de façon encore plus radicale, Bourguiba et les sphères politiques de la bourgeoisie bureaucratique ont sacrifié Ben Salah et fait de très importantes concessions à la bourgeoisie financière et industrielle, reprenant à son compte une partie importante de son programme, exprimé par Mestiri.

Dans de nombreux domaines, l'agriculture, le commerce, les institutions, c'est pratiquement ce programme qui a

été — de façon incomplète, mais Mestiri lui-même aurait-il pu le faire complètement ? — mis en application.

En reprenant la politique de la fraction financière et industrielle, en l'associant davantage au pouvoir, l'équipe Bourguiba-Ladgham réalise un compromis qui lui laisse l'essentiel : le pouvoir et le régime encore dictatorial.

Car le régime destourien basé sur l'exploitation et l'oppression des masses populaires a trop peur de celles-ci, craint trop de les laisser s'exprimer, et le revirement de septembre ne s'est pas accompagné d'un changement réel au niveau de la démocratie : les gens parlent seulement un peu plus librement parce qu'il est impossible de les faire taire complètement. Dans ce domaine aussi, dans ce domaine surtout, c'est l'absence d'organisation des masses populaires qui ne leur permet pas d'approfondir leur victoire sur le pouvoir en arrachant les libertés démocratiques.

Du reste, au niveau populaire les huit mois qui se sont écoulés n'ont amené aucune amélioration réelle, bien au contraire : le chômage augmente, on ferme les chantiers, faute de crédits, la crise du logement sévit, les prix montent, en particulier ceux des denrées alimentaires, on recule dans les domaines sociaux (restrictions prévues de la scolarisation, arrêt des dépenses pour la santé et l'urbanisme, etc.), bref, le peuple commence à se demander ce qu'à apporté la chute de Ben Salah. Les problèmes demeurant, le mécontentement reste latent. Certes le passif du régime — encore aggravé par les inondations de l'automne dernier — était élevé, mais surtout le maintien au pouvoir d'une partie de la même équipe, Bourguiba en tête, interdisait des changements radicaux rendus indispensables. En somme le « règne » de Ladgham équivaut à un compromis boiteux entre les deux fractions dominantes de la bourgeoisie, réalisé aux dépens de l'aile Ben Salah du côté bourgeois et surtout sur le dos des masses populaires, et n'ayant jusqu'ici profité qu'à une partie des propriétaires fonciers et gros commerçants.

La création de la Haute Cour, l'arrestation de Ben Salah et de nombreux hauts fonctionnaires, survenant après celle de Amor Chéchia, montrent les limites du régime : incapable qu'il est d'apporter de véritables améliorations aux conditions des masses laborieuses, il leur jette en pâture quelques boucs émissaires. Dans son discours du 20 mars dernier, Bourguiba demandait à ses ministres de sortir de l'immobilisme et de résoudre les problèmes : les faits montrent à l'évidence que c'était trop demander, que, regroupée sur la base de la dénonciation de Ben Salah — et de lui seul, sans mettre en cause tout le gouvernement — cette équipe ne peut guère faire plus que gratter un peu plus sur la même corde.

Les méthodes utilisées contre Ben Salah et ses « complices » — en fait ceux à qui on veut faire endosser une politique de l'arbitraire et de l'orchestration de procès préfabriqués montrent bien que la nature anti-démocratique du régime est restée la même, que les masses populaires n'ont pas droit à la vérité, qu'elles ne peuvent qu'approuver la répression menaçant tous ceux qui ne marchent pas.

Mais le calme actuel ne doit pas faire illusion. Si en septembre 69 le peuple avait applaudi à l'éviction de Ben Salah, il est aujourd'hui bien moins enthousiaste et murmure qu'il y a là une injustice : pourquoi lui seul ?

Il se rend compte que Ben Salah parti, les choses ne vont pas mieux et que l'agitation actuelle du pouvoir est une nouvelle tentative de le duper.

Le calcul de Bourguiba risque de s'avérer complètement faux : loin de donner du répit au pouvoir et de satisfaire le peuple, la répression contre Ben Salah peut inciter les masses populaires à faire elle-même le procès de toute la bourgeoisie, Bourguiba en tête.

C'est une attitude qui est déjà répandue dans les milieux les plus conscients et qu'il faut propager.

#### L'IMPÉRATIF DE L'HEURE : LA LUTTE CONTRE L'ARBITRAIRE ET LA DICTATURE

L'échec total de la bourgeoisie bureaucratique est patent. La tentative de compromis actuellement en cours est en train de montrer son caractère illusoire.

Comment la situation peut-elle se dénoncer ?  
Et tout d'abord, y a-t-il une possibilité véritable d'issue bourgeoise ?

Une analyse rapide de la situation peut nous convaincre de l'impossibilité de toute solution bourgeoise : une solution bourgeoise suppose le maintien de la domination impérialiste donc d'une exploitation forcenée du pays, ce qui assigne des limites très étroites aux possibilités de développement industriel, de résorption du chômage et d'amélioration des conditions de vie des masses.

Certes, une fraction bourgeoise audacieuse — et cette qualité devient d'autant plus indispensable que les masses sont plus hostiles au régime — peut gagner du temps, récupérer un peu de sympathie dans certains milieux populaires et faire renaître quelque espoir : il faudrait pour cela qu'elle sacrifie la bourgeoisie foncière (ce qui est possible) en distribuant les terres de cette dernière aux paysans, qu'elle reconvertisse ses liens, substituant partiellement des liens avec le social-impérialisme soviétique à ceux que le pouvoir a actuellement avec l'impérialisme occidental, ce qui lui permettrait de créer quelques usines...

Mais l'expérience d'autres pays, en particulier de l'Égypte, montre que cela n'est pas une solution à terme, que les mêmes problèmes demeurent posés.

De fait la véritable solution en faveur des masses, la seule qui supprimera radicalement l'exploitation et l'oppression et qui pourra faire sortir le peuple de la misère est la transformation socialiste de la société, le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, la destruction de l'appareil d'État bourgeois.

La Tunisie, pays capitaliste néo-colonial ne pourra réelement et durablement progresser que lorsqu'elle se transformera en un pays socialiste où le prolétariat disposera du pouvoir d'État.

Énoncer cette vérité, que la carence de la bourgeoisie confirme chaque jour, ne suffit pas : la révolution ne se fait pas du jour au lendemain, il faut mener une agitation politique qui prépare la **construction de l'organisation révolutionnaire du prolétariat**. Selon les principes marxistes-léninistes de l'organisation, l'agitation politique pourra permettre la mobilisation progressive de très larges secteurs, leur expérimentation de la lutte politique, leur prise de conscience, grâce à la propagande de l'avant-garde, de la nécessité de la lutte de classes consciente... S'il n'est pas nécessaire de s'étendre sur l'intérêt que présente pour le mouvement ouvrier une démocratisation de la vie

du pays, aussi bien pour faciliter son travail d'organisation et d'éducation révolutionnaire que pour mener sa propagande au sein du prolétariat et des classes qui lui sont alliées, il n'en demeure pas moins qu'il est illusoire de croire que la bourgeoisie puisse assumer sa propre démocratie. En effet Mestiri — porte-parole de la bourgeoisie financière et industrielle — qui a eu recours aux bonnes paroles démocratiques pour démarquer vis-à-vis de la fraction bureaucratique a en fait la même conception de la démocratie que cette dernière : n'a-t-il pas, dans l'interview qu'il a donnée à « Jeune Afrique » (avant de réintégrer le Parti destourien) réaffirmé que la démocratie réside dans la libération du Parti destourien et qu'elle ne peut se manifester qu'à l'intérieur de ce parti (semblable en cela à son compère Masmoudi) (4).

Si en période de crise la bourgeoisie est contrainte de céder devant la montée des luttes, plus que dans les périodes de relative stabilité, il s'agit de donner un contenu différent à l'agitation selon les situations.

Actuellement, nous appelons davantage à acculer la bourgeoisie sur son propre terrain mais nous ne dissocions pas cette lutte de nos objectifs stratégiques.

**Autant dans leur combat pour la révolution prolétarienne et dans leur propagande socialiste (qu'ils ne doivent jamais cesser de mener, sinon ils risquent de sombrer dans l'opportunisme) les marxistes-léninistes tunisiens doivent insister sur l'organisation autonome du prolétariat, sur son idéologie et ses buts propres autant dans la lutte pour la démocratie, ils doivent tenter d'unir autour du prolétariat combattant d'avant-garde de la démocratie, tous ceux qui peuvent avancer dans cette voie.**

La crise actuelle du régime appelle une intervention des masses. Si cette intervention ne se produit pas, il n'est pas exclu que des démagogues civils ou militaires tentent l'aventure du putsch avec tout ce que cela comporte comme nouvelles formes d'arbitraire et de répression. La lutte pour la démocratie est donc également une nécessité pour écarter une telle voie qui ferait perdre un temps précieux aux masses de notre pays.

Chaque conquête démocratique est un tremplin pour de nouvelles luttes, de nouveaux succès et pour le développement du travail d'organisation et de propagande socialistes, de la lutte des classes du prolétariat.

(4) Cf. « Le Monde » du 26-4-70.

**Non à la dictature et à l'arbitraire !**

**Développons les luttes de masses  
contre la bourgeoisie !**

**En avant**

**pour la construction du parti révolutionnaire  
du prolétariat**

Procurez-vous notre brochure n° 5  
**" Les problèmes agraires  
dans la Tunisie actuelle "**

## En marge du Congrès de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens

Le 29 mai prochain doit en principe se tenir le congrès extraordinaire de l'U.G.T.T. Cet événement est important, il est nécessaire que nous en analysions la signification et la portée et que nous puissions proposer aux travailleurs une attitude juste, vis-à-vis des syndicats actuels.

### LA REACTION DE L'U.G.T.T.

Il faut d'abord noter que, par rapport à la situation d'avant janvier 1970, il y a eu un changement très important : certaines sections syndicales qui étaient fusionnées avec les cellules professionnelles du P.S.D., ont pris une certaine autonomie, sont en partie redevenues des organisations des travailleurs.

Cela, les ouvriers l'ont particulièrement ressenti puisque, alors que leur participation aux réunions P.S.D.-U.G.T.T. était quasi nulle — hormis celles des responsables nommés par le pouvoir — ils reviennent massivement aux réunions organisées par le syndicat.

Deux exemples peuvent convaincre de cet afflux : à l'officine de la Medjerdah, où les réunions ne parvenaient à regrouper plus de 30 ou 40 personnes, la première assemblée du syndicat, en mars dernier, a réuni plus de 500 employés et ouvriers (sur 6 à 700), de nombreux autres n'ayant pu venir faute de moyens de transport ; à la régie des tabacs où les réunions étaient littéralement désertées par les ouvriers, ces derniers n'hésitent pas à perdre un après-midi, sans prendre le temps de déjeuner (ils travaillent en séance unique de 7 h. 30 à 14 heures) pour participer aux réunions syndicales.

Partout où des syndicats commencent à être remis sur pied, on voit un semblable afflux de travailleurs ; le syndicat du ministère de l'Agriculture à Tunis est passé d'environ 150 adhérents effectifs (à la cellule professionnelle ou au syndicat, ce n'était pas clair), à plus de 4 000.

À la réunion pour l'élection du bureau du nouveau syndicat des cheminots, il y a eu 64 candidats pour 9 postes, alors qu'il était difficile avant de pourvoir au bureau...

On pourrait multiplier les exemples ; tous prouvent ce retour massif des travailleurs au syndicat, plus ou moins net selon le dynamisme des équipes qui reconstituent la centrale.

Car il s'agit bien d'une reconstitution à partir de presque rien ; les syndicats avaient perdu en 1969 toute existence à la base et celle-ci agissait de plus en plus de manière spontanée, allant des protestations aux grèves sauvages et aux manifestations sans se soucier des responsables syndicaux, souvent contre eux.

Si cette reconstitution obtient un succès aussi vif, c'est parce qu'il y a plus qu'un simple changement formel, que les ouvriers ont l'impression de pouvoir à nouveau parler librement dans les syndicats et arracher des victoires au pouvoir.

Effectivement les langues se délient comme en 1956, les ouvriers exposent leurs revendications et les responsables, H. Achour en tête, sont obligés de les écouter maintenant, sans les menacer, comme cela se faisait avant cette année.

Bien plus, ils interviennent quotidiennement auprès du gouvernement pour le presser de satisfaire les principales revendications des ouvriers et ils obtiennent des résultats positifs. Ce sont d'ailleurs ces succès qui poussent les ouvriers à fréquenter encore plus assidûment le syndicat.

Telles sont les données de base : des changements importants dans les formes d'activité des syndicats, un retour massif des travailleurs et chez ceux-ci une assez grande confiance dans les nouveaux dirigeants.

C'est à partir de ces données qu'il faut introduire une analyse du sens réel de ces changements, qui déboucheront sur le prochain congrès et sur la désignation d'une nouvelle direction syndicale : il ne servirait à rien d'expliquer des choses d'ailleurs justes sur les calculs du gouvernement et de Habib Achour, si l'on ne tenait pas compte de la conscience qu'ont actuellement les travailleurs de reprendre en main leur organisation syndicale.

### UN CALCUL SUBTIL

Cette conscience, entretenue par les dirigeants, ne correspond pas tout à fait à la réalité. Qu'il y ait eu une démocratisation énorme à l'intérieur de l'U.G.T.T. ne fait pas de doutes mais ce n'est pas encore la véritable démocratie syndicale. D'ailleurs cette politique de démocratisation formelle n'est pas, de la part du pouvoir, exceptionnelle et réservée à la seule U.G.T.T. : c'est aussi la politique suivie à l'intérieur du P.S.D. où l'on essaye de faire venir le maximum de gens en leur garantissant une très large liberté de parole.

Mais il ne faut pas se faire d'illusion : le but n'est pas la démocratie réelle, mais, dans l'impossibilité où le pouvoir se trouve de résoudre dans les faits les problèmes, il essaye de faire s'engluier les activités politiques et syndicales dans d'interminables discussions qui ne débouchent sur rien, mais qui font croire qu'il y a plus de liberté qu'auparavant.

On fait semblant d'écouter aussi les revendications des ouvriers et le syndicat intervient pour les satisfaire. Mais il faut bien se rendre compte que la direction syndicale intervient davantage pour contenir l'action ouvrière que pour mobiliser les travailleurs sur la base de leurs revendications. En général, les ouvriers présentent leurs problèmes à la direction qui promet d'intervenir, mais ne fait que donner des coups de téléphone à tel ou à tel ministre jusqu'à ce que les ouvriers menacent de passer à la grève ; la direction et Achour lui-même s'agitent beaucoup plus alors et obtiennent des résultats.

Mais ces résultats, on le voit, sont dus bien plus à la combativité ouvrière qu'au « dynamisme » de la direction syndicale.

### ACHOUR, AGENT DE LA BOURGEOISIE AUPRES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Celle-ci, et plus spécialement Habib Achour, a pour but essentiel d'empêcher les luttes ouvrières de devenir aiguës.

Car, et c'est le plus important, il ne faut pas oublier que c'est le pouvoir qui a ramené Habib Achour à la tête de l'U.G.T.T., sans tenir aucun compte des règles de la démocratie vis-à-vis de la base ; ce n'est pas la base qui a transformé sa centrale. Habib Achour reste un agent du pouvoir et son attitude correspond fondamentalement à un calcul de ce pouvoir : l'échec de la politique d'étouffement complet de la classe ouvrière, qui faisait que celle-ci menait des luttes de plus en plus radicales en dehors des cadres organisationnels dominés par le pouvoir, a

poussé celui-ci à tenter de reprendre un certain contrôle, de canaliser à l'intérieur de l'U.G.T.T., les luttes que les ouvriers mènent de toutes façons.

Pour que ceux-ci acceptent, il était indispensable de changer le style de la centrale, de la démocratiser un tant soit peu, et Achour a été chargé de ce travail.

Il fait actuellement le forcing, se multiplie pour assister aux réunions, recevoir des travailleurs et intervenir en leur faveur pour gagner leur confiance.

Si le pouvoir et ses agents auprès de la classe ouvrière se sont vus contraints de redonner une vie un peu plus démocratique à l'U.G.T.T., ce n'est pas de gaieté de cœur, c'est parce que la lutte qu'ont menée et que mènent les ouvriers les y ont obligés. La bourgeoisie ne veut pas voir la classe ouvrière intervenir dans les luttes qui se livrent actuellement au sein de la bourgeoisie pour le pouvoir. Achour, qui essaye de se prévaloir des syndicats pour jouer un rôle politique important, est chargé de veiller à ce que les luttes des ouvriers restent cantonnées à des revendications matérielles, ne posent pas de problème que la bourgeoisie n'est pas capable d'affronter, il doit répercuter dans la classe ouvrière la politique du pouvoir.

Ainsi le contenu principal de toutes les interventions des responsables syndicaux est toujours le même : tout est de la faute de Ben Salah, il va maintenant être jugé pour ses crimes et on va pouvoir travailler dans la joie et dans la confiance. Toujours fidèle à l'idéologie bourgeoise et à la théorie de l'Union nationale, Achour, dans les faits, s'efforce de faire de l'U.G.T.T. un instrument de la collaboration des classes, et sur le plan politique, une force d'appoint à l'un ou l'autre des courants bourgeois du pouvoir. On a vu comment sans prendre l'avis des travailleurs, il a condamné en leur nom les étudiants qui avec les ouvriers et les chômeurs ont manifesté le 9 février contre la visite de Rogers à Tunis et contre le pouvoir bourgeois tunisien.

#### IL FAUT DEJOUER LA MANŒUVRE

Si les travailleurs, après toutes ces années d'étouffement total, peuvent être abusés quelque temps par les apparences de liberté syndicale retrouvée, il ne doit pas en être de même pour les militants d'avant-garde. Ceux-ci doivent être conscients du jeu du pouvoir et de son valet Achour, et doivent tout mettre en œuvre pour les contrer.

Il faut, non pas dire aux ouvriers que les syndicats ne valent rien, mais qu'ils doivent utiliser les possibilités actuelles, qui ne sont pas grandes par comparaison avec une véritable démocratie syndicale, pour avancer réellement vers cette démocratie. Pour cela, ce qui importe ce ne sont pas les palabres, ce sont les programmes de revendication et de lutte.

Les syndiqués doivent prendre l'habitude d'exiger de leurs représentants de présenter de tels programmes et les juger sur leur façon de les réaliser en les y associant ; c'est ce dont les militants révolutionnaires doivent essayer de les convaincre. Ainsi, il leur sera plus facile sur la base de la propagation d'une conception saine des acti-

vités syndicales, qui sont celles de la **défense réelle des intérêts des travailleurs**, de démystifier Achour et ses équipes de bureaucrates syndicaux qui ont avec lui contribué à étouffer le syndicat, avant de prendre leur masque actuel de démocrates.

Ces mêmes gens qui avaient subordonné l'U.G.T.T. au pouvoir et à son parti, tentent de faire croire qu'ils veulent lui rendre son autonomie.

Cela est faux.

Ce n'est pas parce qu'il a éliminé les Erray et ceux qui exploitent le plus féroce les ouvriers (et qui étaient également ses ennemis personnels) et les cadres dévoués à Ben Salah que Achour a rendu son autonomie à l'U.G.T.T.

Le prochain congrès, s'il ne peut pas, pour des raisons matérielles et parce que les syndiqués ne veulent plus des dirigeants les plus compromis, être aussi préfabriqué que l'étaient les congrès passés, ne verra pas pour autant une véritable montée des travailleurs : les vieux renards de la bureaucratie syndicale qui, déjà aujourd'hui au niveau des fédérations professionnelles et des unions régionales s'arrangent pour dominer l'appareil, y veilleront soigneusement.

#### LA VRAIE CONDITION DE LA REUSSITE

L'autonomie syndicale ne pourra être arrachée qu'au terme d'une lutte longue et décidée, menée autour de principes fermes. Pour que cette lutte puisse être menée sérieusement et avec des chances de succès, il est indispensable qu'elle ne soit plus menée seulement spontanément ni uniquement au sein de l'U.G.T.T., il faut qu'elle soit **consciente et organisée** et menée aussi sur le plan politique. Elle doit donc être dirigée par une **organisation politique du prolétariat**, qui la mettra au premier plan de ces objectifs démocratiques.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes, dans leur travail en direction de la classe ouvrière, doivent insister avant tout sur la nécessité de cette organisation politique prolétarienne qui, en l'état actuel de la conscience ouvrière comme des nécessités de la lutte devra être une **organisation d'avant-garde du prolétariat**.

En attendant que se développe cette organisation, qui pourra seule impulser et diriger correctement les luttes ouvrières, y compris les luttes revendicatrices, il faut tout faire pour **démystifier les dirigeants de l'U.G.T.T. et le pouvoir** auprès de la classe ouvrière.

Dans le cas où ces dirigeants tentent de s'opposer aux luttes ouvrières, il faut savoir s'organiser alors d'une façon autonome pour leur faire échec comme ce fut le cas pour les ouvriers de la régie des tabacs (comités de grève, caisse de solidarité, etc.).

La classe ouvrière doit avant tout compter sur sa propre capacité de lutte et ne doit pas se laisser utiliser par des « diplomates » bourgeois ? Elle doit garder l'initiative. Sa lutte seule lui a apporté le succès partiel qu'est la relative démocratisation de l'U.G.T.T. et c'est uniquement elle qui lui permettra d'approfondir et de maintenir de tels succès.

ABONNEMENT SOUTIEN A

**"Perspectives Tunisiennes"**

Pour 10 publications :  
3 D (30 F) - 5 D (50 F) - 10 D (100 F)

Lisez, diffusez, soutenez

**"Perspectives Tunisiennes"**

Organe du G.E.A.S.T.

# **L'UNITE NATIONALE**

## **comme support idéologique pour exploiter jusqu'à la mort les mineurs dans la région de Gafsa**

Il y a dans la région de Gafsa quatre centres miniers parmi les plus importants dans notre pays ; il s'agit de :

- le centre de M'dilla avec à peu près 3 000 ouvriers. Il a été exploité jusqu'en 1963 par une compagnie belge ;
- le centre de Moularès avec à peu près 2 300 ouvriers ;
- le centre de Redeyef avec un peu plus de 2 000 ouvriers ;
- Et enfin le centre de Mélaoui avec également un peu plus de 2 000 ouvriers.

Cela signifie qu'il existe à peu près 10 000 familles tunisiennes qui vivent de ces centres miniers. Et comme les conditions dans lesquelles vivent ces familles sont très peu connues et particulièrement des intellectuels au point qu'ils prétendent qu'il n'existe pas de prolétariat en Tunisie et partant, ils (les intellectuels) ignorent l'exploitation dont sont victimes ces mineurs. Cette exploitation est d'autant plus révoltante qu'elle a été rendue possible grâce à l'idéologie destourienne (l'unité nationale) comme on va le voir plus loin. Et si on ajoute à cela l'absence de statut pour les mineurs, on comprend mieux le degré d'asservissement dans lequel les tient la direction qui n'a qu'un seul souci ; l'augmentation de la production sans tenir même compte des normes élémentaires de la sécurité. Dans sa conduite elle n'a en vue qu'une seule chose : répondre aux impératifs du Plan qui fait fi de la santé voire de la vie des travailleurs.

Lorsque les mines étaient exploitées par l'administration française, une équipe formée de cinq ouvriers devait fournir une production de trente-cinq berlines par jour, soit huit heures de travail. Dans le cas où la production dépassait les trente-cinq berlines, l'excédent était partagé également entre les mineurs et la compagnie. De plus le mineur avait droit aux indemnités annuelles telles que prime de rendement, d'assiduité et congé annuel.

Depuis la nationalisation des mines, les choses ont énormément changé. On expliqua aux mineurs que puisque l'exploitant n'est plus étranger, produire plus est une forme de patriotisme, aussi les normes de productivité doivent augmenter de trente-cinq à cinquante berlines, et pour stimuler les mineurs, la direction a monté une opération diabolique. Toute équipe capable de fournir un tel rendement (50 berlines) se voyait accéder au rang d'équipe de surveillance. Par contre, toute équipe qui ne fournissait pas ce rendement, se voyait diminuer de salaire à la fin du mois. Les heures supplémentaires ne sont plus payées et les mineurs sont obligés de travailler jusqu'à 12 heures par jour pour « remplir le contrat de cinquante berlines ». C'est ainsi que la direction utilisa cette méthode d'intensification de la production au détriment des mineurs. Au bout de quelques années ces normes devinrent normales et une nouvelle escalade dans l'exploitation a été franchie.

En effet, il y a deux années, la direction a dit aux mineurs que si une équipe arrivait à fournir un rendement de

soixante-dix berlines par jour, ses membres accèderaient au poste de chefs de chantiers. Quelques mois plus tard le rendement de soixante-dix berlines était généralisé à toutes les équipes comme une obligation. Excédés, les mineurs se sont plaints au syndicat. L'U.G.T.T. leur a expliqué que, maintenant les mines sont tunisiennes, donc le travail que nous fournissons aujourd'hui profite à notre pays et qu'au contraire nous devons fournir un travail toujours plus grand pour montrer aux Français que nous pouvons faire mieux seuls que lorsqu'ils étaient nos patrons. Ainsi donc le nationalisme est utilisé comme support idéologique à l'exploitation toujours plus grande des mineurs. Au fond, le fait que le fruit de l'épuisement du mineur ne profite pas à des étrangers (et c'est à voir) doit être, d'après la direction et les délégués syndicaux, un sujet de satisfaction pour ce dernier.

Ainsi le mineur est réduit à un rôle d'homme-machine qui est là uniquement pour produire plus et plus vite. Si on ajoute à cela la légèreté avec laquelle la direction fait si peu cas des conditions de vie et de travail du mineur, on se demande si cette direction et les délégués syndicaux à sa solde ne méritent pas d'être traités d'assassins. En effet les responsables, voulant économiser sur le bois, ne renforcent pas assez les galeries des mines, ce qui provoque de fréquents effondrements, et entraîne des accidents parfois mortels. Par ailleurs, vu la surproduction exigée par la direction et vu le salaire de misère que touche le mineur, c'est courant de voir des ouvriers tomber évanouis de fatigue due à la sous-alimentation, à l'effort et à l'énervernement causé par les brimades des cadres.

Tout ceci entraîne des accidents dont le nombre est pour le moins effrayant, voir le tableau ci-contre tiré d'une publication du bureau des recherches sociologiques (1).

L'examen de ce tableau des accidents de travail montre d'une manière claire comment la direction fait peu cas de la santé et de la vie des travailleurs. En effet, 15 accidents mortels en 1964, 28 en 1965. Le chiffre des simples accidents dépasse l'imagination : 6 032 en 1964 ; 7 496 en 1965 sur près de 8 000 ouvriers à cette époque, soit presque un accident par personne et par an. Les causes d'accidents sont parfois bénignes : électrocutions, fractures et blessures mais plus fréquentes sont la fatigue et la sous-alimentation dues au salaire de misère perçu par le mineur.

Certains mineurs excédés arrêtent brutalement le travail ou ralentissent volontairement la cadence, ces actions étant les seules manifestations les plus immédiates. A cela la direction répond par des sanctions, et une sanction dans le dossier d'un mineur cela signifie l'assurance de ne pas recevoir de gratification annuelle. On a dénombré pour le seul mois de janvier 1965, 426 amendes, 164 avertissements, 175 mises à pied, 13 déclassements et 3 licenciements.

(1) Etudes de sociologie tunisienne 1968, Vol. I Voir à ce propos l'article de « Perspectives » N° 13, p. 7.



ments, soit un total de 781 sanctions. En termes plus clairs, rares sont les mineurs qui passent l'année sans être sanctionnés et partant ceux qui touchent à la fin de l'année une gratification annuelle.

Mais pour avoir une idée sur le degré d'arbitraire, voici quelques motifs à sanctions :

- surpris endormi : 200 millimes d'amende ;
- demande d'avance refusée alors qu'il a beaucoup de dette ; répond insolemment à l'ingénieur en chef qui lui demandait d'accélérer la cadence : licencié ;
- a déboisé deux chantiers au lieu de trois : déclassé-ment ;
- manque d'attention : mise à pied ;
- mauvaise humeur envers le sous-ingénieur : mise à pied ;
- mauvaise volonté : déclassé-ment.

Dans un tel climat le mineur ne trouve de repos que dans la pratique de l'absentéisme, une enquête faite sur place a révélé que la majorité des mineurs s'absentent parce qu'ils sont fatigués. Un ouvrier à qui on a posé la question : comment à votre avis se justifie l'absentéisme ? a répondu : « Les conditions de travail sont terribles, les salaires bas et les soins inexistantes. »

Mais certains mineurs sont des fois obligés de manquer des journées de travail à cause de l'éloignement du lieu de travail (allant jusqu'à 30 km).

Si on ajoute à tout cela les conditions dans lesquelles se trouvent leurs familles et essentiellement leurs enfants on comprend qu'ils se considèrent exclus de « la joie de vivre » qu'on chante tant et de la « promotion de l'homme » puisque chaque jour qui pointe amène avec lui son lot de misère au même moment où leurs exploités s'enrichissent à vue d'œil grâce à leur labeur et leur sang quand ils ont la chance de ne pas y laisser leur vie.

Récemment encore, la direction vient de s'illustrer par

des mesures ignobles. Les inondations ayant détruit les lignes de chemin de fer, l'exploitation des phosphates a cessé. Le gouvernement, nous a écrit un ouvrier de M'dilla, a décidé de compter les semaines de chômage des mineurs pour les congés annuels des années 1970 et 1971.

Tous les mineurs étaient donc obligés d'être en congés annuels pour cette période et de travailler jusqu'en 1972 sans relâche.

En novembre 1969, lorsque les coopératives ont été dissoutes, les mineurs (ouvriers et techniciens) ont réclamé l'argent qu'on leur retirait mensuellement pour renflouer le budget de ces coopératives. Cet argent s'élevait à 11 dinars pour les ouvriers simples et à 22 dinars pour les ouvriers qualifiés et les techniciens. Le gouvernement a refusé. Alors les ouvriers des quatre sièges se sont mis en grève pendant deux jours. Le gouvernement céda alors.

Les techniciens menacent jusqu'à présent de faire grève comme les ouvriers. On leur a demandé d'adresser des lettres individuelles (ceci pour briser leur front commun) à la direction de la compagnie pour réclamer leur dû. Les techniciens ayant insisté et menacé de faire grève, on leur a fait savoir que les 22 dinars allaient être versés avec les primes annuelles... qu'ils n'ont toujours pas touchées.

Les techniciens sont actuellement en train de se concerter pour passer à l'action, car comme l'a dit un camarade technicien « seule la lutte paie ».

Mieux encore, en janvier dernier, on a fait savoir aux mineurs que vu qu'il va y avoir une modernisation de l'exploitation par l'achat de machines qui faciliteront le travail, il leur fallait payer les factures d'électricité consommée par ces nouvelles machines. Il existe actuellement un grand mécontentement parmi les mineurs à cause de ces deux faits. Le mécontentement se généralise de plus en plus et par voie de conséquence la combativité des mineurs aussi.

## Les accidents de travail

Centre	Année 1964					Année 1965				Observations
	Nombre ouvriers	Nombre acc. tr.	Mortels	Total	%	Nombre acc. tr.	Mortels	Total	%	
Métaoui	2045	697	2	699	34	1122	—	1122	54	+ 423
Moulares	2145	1533	5	1538	71	1305	11	1316	61	— 22
Redeyef	2005	1719	5	1724	85	2054	6	2060	102	+ 336
M'dilla	2827	2083	3	2086	73	3015	11	3026	107	+ 940
	9022	6032	15	6047	67	7496	28	7524	83	

**LISEZ,  
DIFFUSEZ**  
les publications du G.E.A.S.T.

- Son journal « Perspectives Tunisiennes »
- Ses brochures et mémoires

# MESTIRI

## ou les inconséquences des bourgeois démocrates

Mestiri effectue en ce moment une rentrée politique qui n'est pas sans éclat. Sa personnalité, son rôle dans le passé, les conditions de son exclusion du P.S.D. et la situation dans le pays au moment où il est récupéré, tout cela donne à cette rentrée une signification autre que celle qu'avait eu, par exemple, le retour au bercail de Masmoudi, qui avait humblement demandé pardon pour ses incartades et n'avait maintenu ses positions que dans des conversations privées...

### MESTIRI EST UN BOURGEOIS ET NON UN SOCIALISTE

Comme nous le disons ailleurs (1), Mestiri est le représentant politique et idéologique de la fraction financière et industrielle de la bourgeoisie tunisienne. On doit donc le caractériser comme un bourgeois, mais un bourgeois d'un genre différent de celui de Ben Salah, Bahi Ladgham ou Hassan Belkhodja.

Nous n'avons aucune illusion à nous faire sur la profondeur des sentiments « socialistes » que Mestiri a cru devoir afficher dans les colonnes du « Monde » (2).

Nous sommes ici en présence d'un « socialisme » typiquement bourgeois, c'est-à-dire de l'utilisation du terme « socialisme » pour maquiller la nature profondément bourgeoise de sa politique et la faire accepter plus facilement par les masses populaires. A ce titre, et chaque fois qu'il se présentera comme socialiste, nous estimons qu'il est de notre devoir de le dénoncer comme un **démagogue**, car c'est pure démagogie de la part de ce bourgeois — qui se félicite du « retour des pays de l'Est (Chine et Albanie exclus) aux lois économiques », c'est-à-dire de la restauration du capitalisme dans ces pays — que de se dire socialiste.

Il tente ainsi de duper le peuple tunisien, particulièrement les jeunes, et nous nous opposerons toujours à ce genre de duperie.

### MESTIRI EST SOLIDAIRE DE SA CLASSE

De même l'analyse que nous faisons en février 68 des raisons de sa démission (3) est une analyse fondamentale juste : le bourgeois Mestiri, voyant que la politique du pouvoir, qui suscitait l'hostilité de l'ensemble des classes populaires risquait de mettre en danger la domination globale de la bourgeoisie, a préféré se désolidariser de cette politique et laisser ouverte une **autre solution bourgeoise**. Nous avions raison de mettre l'accent sur cet aspect, pour empêcher qu'on ne se fasse d'illusion sur le caractère de classe du personnage ou de la politique qu'il préconisait. Son caractère bourgeois, qui s'est traduit notamment par son refus de mener une lutte politique **publique** qui aurait pu entraîner les masses, et sa préférence pour les négociations de coulisse, se manifeste à nouveau par sa réintégration dans le P.S.D., prélude à sa réapparition dans l'équipe gouvernementale : quels que soient ses désaccords avec telle ou telle fraction bourgeoise, il ne se risque pas, quitte à renoncer à la lutte, à se battre ouvertement contre elle et à mobiliser d'autres classes, il tente de régler ses désaccords **au sein de l'appareil du parti et de l'Etat bour-**

geois, montrant ainsi que ses désaccords ne portent que sur la manière dont les différentes fractions bourgeoises conçoivent qu'il faut exploiter les classes travailleuses, et non sur l'existence de cette exploitation même.

Le silence de Mestiri au moment où l'Etat bourgeois réprimait sauvagement les révoltes des paysans contre une politique que lui-même avait dénoncée prouve encore, s'il en était besoin, qu'il ne se risque pas à soutenir les masses populaires **contre** l'Etat bourgeois, qu'en cas de conflit aigu entre la fraction bourgeoise au pouvoir et les masses, il reste solidaire de sa classe.

### MESTIRI EST UN BOURGEOIS DEMOCRATE

Cependant l'existence de désaccords au sein de la bourgeoisie n'est pas indifférente du point de vue du prolétariat. Le fait que la bourgeoisie au pouvoir permette une certaine démocratie, une certaine liberté d'expression, de réunion, d'organisation, etc., ou au contraire qu'elle exerce une féroce dictature policière a une grande importance.

Il se trouve que, dans le domaine de la démocratie, Mestiri essaye de s'afficher comme le plus avancé des bourgeois tunisiens, comme il ne cesse de le proclamer dans ses différentes déclarations publiques, comme il l'a manifesté par le fait même qu'il a pris ces positions.

Cela s'explique par les intérêts de la fraction bourgeoise qu'il représente, fraction soucieuse d'avoir davantage de prise sur l'Etat et sur la fraction bureaucratique qui lui coûte trop cher, et désireuse de mener une politique économique quelque peu différente de celle de ces dernières années : ses intérêts l'amènent tout naturellement à chercher dans une certaine démocratisation (des rouages de l'Etat et du Parti ; c'est donc une démocratisation bourgeoise et non prolétarienne) le moyen de ne plus être à la merci de la bourgeoisie bureaucratique qui a dominé du temps de Ben Salah.

Nous sommes aujourd'hui davantage conscients de l'intérêt de toute conquête d'ordre démocratique, donc de la nécessité de lutter avec tous ceux qui sont un tant soit peu capables de mener un tel combat avec nous, si précaire et si limitée que soit leur participation. Mais nous ne perdrons pas de vue que ces luttes démocratiques ne sont qu'un moyen pour rassembler les plus larges couches exploitées en un combat résolu contre l'exploitation de la bourgeoisie pour une révolution socialiste. C'est pourquoi, tout en identifiant Mestiri comme un bourgeois démocrate, il nous faut à chaque occasion préciser ses capacités de lutte, nous rendre compte de ses limites, relever ses inconséquences.

### EN TANT QUE BOURGEOIS MESTIRI EST UN DEMOCRATE INCONSEQUENT

Dans tous les pays capitalistes, les bourgeois démocrates sont incapables d'être démocrates jusqu'au bout, car il arrive un moment où la lutte des classes connaît un essor tel qu'elle remet en cause l'ordre bourgeois. A ce stade, la démocratie bourgeoise se trouve bloquée, reniée par ses propres promoteurs qui mettent en place des structures fascistes.

Tout bourgeois est donc naturellement démocrate inconséquent, si, bien sûr, il est démocrate.

(1) Voir « la tactique du prolétariat devant la crise du régime tunisien ».

(2) Voir « Le Monde » du 7 octobre 1969.

(3) Voir « Perspectives » N° 17 « à propos de la démission de Mestiri ».

Dans un pays capitaliste néo-colonial comme la Tunisie, où les contradictions entre la bourgeoisie dans son ensemble et les classes populaires sont relativement aiguës, les bourgeois peuvent encore moins être démocrates et seraient plus portés vers la fascisation, l'organisation et l'expression libre des masses travailleuses, plus particulièrement de leur avant-garde, les mettant en danger plus facilement.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que Mestiri ne soit pas un démocrate conséquent. Il a certes, exprimé à plusieurs reprises, des positions en faveur de la démocratie. Mais il faut noter qu'il n'a guère mené de lutte sérieuse pour la démocratie : il a attendu que le pouvoir renonce à la généralisation des coopératives (à cause de la résistance des petits paysans) et sacrifie Ben Salah pour réaffirmer ses positions et, pour la première fois, au bout d'une année, dire que les procès de septembre 68 et février 69 contre les révolutionnaires et démocrates étaient des procès d'opinion et qu'il fallait en libérer les victimes ; il n'a guère maintenu ses velléités de se présenter aux élections législatives de novembre 69 contre le P.S.D. ; sa déclaration à « Panorama » (4), favorable au parti unique, montre les limites qu'il assigne à une « démocratie » dominée par un parti unique bourgeois ; enfin sa réintégration au P.S.D., si elle ne s'est pas accompagnée d'une capitulation politique de sa part, n'a pas été réalisée dans la plus grande clarté quant à la démocratie : ses négociations avec le P.S.D. et la séance du Comité Central de ce parti restent au niveau des discussions. Quant à ce qui peut en sortir, on ne se fait pas d'illusions : cela ne pourra pas dépasser les limites objectives de la bourgeoisie.

Au contraire, dans cette même période, la répression contre les intellectuels, condamnés en 68 et 69 et libérés récemment, a rebondi avec l'assignation à résidence dans des villes de l'intérieur d'une douzaine d'entre eux, tandis que de nouvelles arrestations, pour haute trahison, ont été faites à l'encontre d'anciens responsables destouriens à cause de la politique qu'ils ont défendue.

#### EN REINTEGRANT LE P.S.D., MESTIRI REPRENDRAIT SA PLACE AVEC LES ENNEMIS DE LA DEMOCRATIE

Ce qui prouve les inconséquences de Mestiri c'est le refus de porter le débat au niveau des masses populaires et de le limiter aux sphères du secrétariat du Parti destourien. Même lorsque ses prises de position sont publiées elles sont véhiculées par des journaux publiés à l'étranger et en français, qui ne touchent pas les larges masses tunisiennes et ne parviennent qu'à la bourgeoisie et à certaines couches de la petite bourgeoisie, en particulier les intellectuels. La manière dont il a réintégré le P.S.D. et d'une façon plus générale le pouvoir est une nouvelle preuve de cette inconséquence : accepter un compromis (5) avec une équipe qui au bout de huit mois de pouvoir a démontré son incapacité totale à gouverner et son refus fondamental de la démocratie, continuer à se référer à Bourguiba qui est le principal responsable de la dictature, cela laisse présager que sur tous les points importants pour le peuple de son programme politique, Mestiri est également prêt à reculer.

Cela est d'autant plus grave que la situation lui était des plus favorables et que le temps travaillait pour lui, dans la mesure où l'alternative prolétarienne est encore lointaine.

Certes, ses amis politiques peuvent toujours prétendre qu'il a obtenu des garanties, mais pour le peuple tunisien la seule garantie sérieuse est celle qui est donnée publiquement et dont on commence à voir les effets.

En réintégrant une équipe et un parti discrédités, en acceptant la direction d'un président connu pour sa haine de la véritable démocratie, Mestiri fait une fautive impar-

(4) Emission d'actualités politiques à la télévision française.  
(5) Sur la nature du compromis on ne peut que faire des hypothèses : la plus vraisemblable est que les Bourguiba et Ladgham acceptent le programme économique de Mestiri afin d'utiliser sa popularité pour rester au pouvoir et neutraliser en lui l'opposant tandis que ce dernier, pour barrer la route à la fraction bureaucratique et accélérer l'épuration de l'appareil cède (temporairement ?) sur son programme démocratique.

donnable pour un démocrate et renonce **dans les faits** — même s'il le justifie par de discutables considérations d'opportunité — à l'essentiel de son programme, aux principes démocratiques qui ont fait une part importante de sa popularité et qui lui ont donné un rôle positif à jouer : la fin de la répression, le rétablissement des libertés démocratiques, le fonctionnement normal des institutions...

#### RASSEMBLER DANS LE COMBAT DEMOCRATIQUE TOUS CEUX QUI LUTTENT REELLEMENT POUR CET OBJECTIF

Notre position, celle que nous devons essayer de populariser auprès du prolétariat et des masses laborieuses est claire :

Le pouvoir actuel est un pouvoir bourgeois, exploiteur et dictatorial.

Nous avons un combat général à mener contre l'exploitation et pour le socialisme. Le gouvernement et le P.S.D. ne sont pas seulement des exploiters, ils oppriment durement tout le peuple sur le plan politique. Il y a donc une lutte démocratique que nous devons assumer avec, non seulement les classes populaires, mais aussi tous ceux qui sont susceptibles de faire un pas dans ce sens.

Mais nous mènerons cette lutte sur des bases claires, en indiquant toujours les limites des alliances formelles ou de fait que nous réaliserons.

Ce combat est celui de tous ceux qui sont convaincus de la nécessité de respirer librement, de confronter les idées et de laisser les masses populaires juger de celles qui sont les meilleures. Il est donc avant tout celui des classes populaires et des démocrates conséquents de ceux qui ont toujours, dans les faits, agi en faveur de la démocratie. Nous devons donc nous efforcer d'unir avant tout ces démocrates conséquents de réaliser entre eux un front démocratique.

Que les Mestiri s'efforcent de profiter de l'aspiration populaire à la démocratie est normal, le seul moyen de les forcer à satisfaire cette aspiration, c'est de réaliser un tel front, mobiliser toutes les énergies pour arracher les libertés démocratiques.

De toutes les façons nous n'avons pas à attendre passivement du pouvoir, Mestiri en deviendrait-il le dirigeant, qu'il accorde les libertés démocratiques : nous devons les arracher, réclamer la levée de la répression et l'amnistie pour les démocrates et les révolutionnaires, la suppression des lois d'exception, le retour à la démocratie afin de réaliser de meilleures conditions pour le travail révolutionnaire.

## La mystification ne prendra pas

Au moment où nous mettons sous presse, la Haute Cour rend sa sentence dans « l'affaire Ben Salah » : 10 ans de travaux forcés.

Dans notre déclaration avant l'ouverture du procès à propos de la même affaire nous disions que la **bourgeoisie ne peut pas faire son propre procès**. Le déroulement des séances le prouve.

A aucun moment on n'a parlé du vrai problème : **l'exploitation du peuple tunisien sauf pour la mystification et la fuite devant la colère des masses**.

Le jeu a été bien mené des deux côtés : Ben Salah n'a jamais dépassé les limites qu'on lui assignait.

Il ne risquait pas gros. C'était le père qui réprimandait son fils.

« Je lance un appel au Président Bourguiba pour que son mécontentement à mon égard s'apaise. » (Ben Salah.)

Notre mot d'ordre reste plus que jamais :

**LE PROCES DE LA BOURGEOISIE, CE SONT LES MASSES POPULAIRES QUI LE FERONT !**

# Encore une réforme de l'Enseignement

## I. — Que signifie la dernière révision des structures de l'enseignement ?

En l'espace de 15 mois le porte-feuille de l'Education nationale a changé deux fois de titulaire : en juillet 68 Ben Salah évinçait Messadi (jugé responsable des événements de mars à l'Université) et dernièrement Mzali remplaçait Ben Salah qui entre temps était tombé en disgrâce.

Si chacun de ces personnages a opéré une réforme du système d'enseignement que lui a légué son prédécesseur, ils ont tous les trois en commun la priorité qu'ils donnent aux impératifs économiques de la bourgeoisie, leur attachement aux valeurs de leur idéologie (l'idéologie bourgeoise) et leur imitation aveugle du système d'enseignement français.

Comme dans tous les autres domaines, l'échec du destour se traduit par des réformes successives et acharnées qu'il opère en matière d'enseignement ; on assiste ainsi à des réformes, des réformes de la réforme, etc.

Ces réformes de l'enseignement coïncident du reste avec les crises que subit le régime dans son ensemble et ne font que traduire les besoins économiques ressentis par la bourgeoisie tunisienne dans une phase donnée de son développement capitaliste. La dernière réforme dont la presse tunisienne (« Action » 18 avril 1970) rend compte renferme des éléments nouveaux et répond à de nouveaux impératifs économiques de la bourgeoisie tunisienne.

Les points les plus importants de cette réforme sont selon l'agence gouvernementale TAP :

- Réduction des charges de l'enseignement et rentabilité (1).
- Amélioration de la **qualité** de l'enseignement.
- « Tunisification » des programmes : langue arabe, formation islamique et patriotique.

On voit clairement que l'objectif principal est de faire de l'enseignement une œuvre rentable en vue de consolider les assises de la bourgeoisie et de fournir les cadres dont a besoin le système capitaliste ; pour cela, il est nécessaire — maintenant que les nombreux postes vacants au lendemain de l'indépendance sont pourvus — de procéder à une sélection plus importante que par le passé (amélioration de la qualité, difficultés plus grandes pour passer du cycle primaire au cycle secondaire). D'autre part, la domination économique de la bourgeoisie pour être durable doit nécessairement s'accompagner d'une hégémonie sur le plan idéologique ; cela explique le recours du destour à la formation patriotique, à la formation islamique et à un certain nombre de concepts relevant de l'idéologie bourgeoise.

Mais pour saisir d'une façon plus concrète comment la bourgeoisie utilise l'enseignement en vue de former les cadres nécessaires à son système et de propager son idéologie réactionnaire, il est bon de voir de plus près les « réalisations » du destour en matière d'enseignement. Pour cela nous allons essayer de passer en revue les quatre appareils scolaires (primaire, secondaire, moyen et supérieur) et détruire le mythe — assez répandu — selon lequel « on peut critiquer le destour en tout sauf sur ce qu'il fait en matière d'enseignement ».

## II. — Appareils scolaires et pourvoi de l'économie capitaliste en main-d'œuvre et cadres.

### 1° Situation

Avant l'indépendance, les autorités coloniales n'avaient besoin que d'un nombre limité de cadres indigènes ; elles ont évidemment créé quelques écoles et collèges destinés aux enfants de colons et parallèlement une structure d'enseignement franco-arabe, destinée essentiellement à former des éléments à sa solde (les cheikhs, les khalifat, etc.). Les éléments recrutés au début, essentiellement dans les milieux bourgeois, se diversifièrent par la suite sous la pression de la petite bourgeoisie. Cette petite bourgeoisie — bien que formée dans le cadre de l'idéologie dominante — prit conscience de ses intérêts propres et entra en lutte contre le colonialisme. Une fois l'indépendance obtenue sous la direction idéologique de la petite bourgeoisie, celle-ci se trouvait obligée d'accorder aux masses — qui ont été le facteur déterminant dans la lutte contre le colonialisme — certaines concessions. Ainsi la généralisation de l'enseignement que le destour s'est fixé comme objectif — jamais atteint du reste — répondant d'une part aux aspirations de la petite bourgeoisie à se substituer aux cadres administratifs et techniques français et à la pression qu'exerçaient les masses populaires, d'autre part.

Pour réaliser cette généralisation de l'enseignement, le destour a repris à son propre compte les mêmes structures que celles utilisées en France.

### 2° L'appareil primaire

Il s'agit de remarquer en premier lieu, les inégalités dans l'infrastructure, inégalités qui sont d'ailleurs le reflet du système économique bourgeois qui favorise les villes sur les campagnes, d'une part, et dans les villes mêmes les quartiers bourgeois sur les quartiers populaires. Ainsi, les campagnes, où est concentrée la majorité de la population, souffrent d'une infrastructure insuffisante et mal adaptée compte tenu de la dispersion des habitations rurales (le regroupement des habitations rurales est habituellement favorisé par le développement capitaliste dans la mesure où il accroît l'implantation du pouvoir central et introduit les campagnes dans la sphère d'activité capitaliste.) Les écoles rurales fonctionnent généralement avec une ou deux salles de classe tenues par un instituteur disposant d'un matériel très réduit ; la distance qui sépare l'emplacement où habite l'écolier de l'école est souvent de plusieurs kilomètres (l'école de Souk Essbt, se trouve construite dans un endroit éloigné de cinq kilomètres de toute habitation ; cet exemple est fréquent). On voit déjà combien ces conditions sont défavorables aux fils de paysans et on comprend bien que c'est parmi eux qu'on a le taux d'échecs le plus élevé. Ainsi ceux qui parlent de démocratisation de l'enseignement ne comprennent rien à ce mot : il ne suffit pas de construire quelques écoles éparses de-ci de-là pour croire que l'enseignement est à la portée de tout le monde, mais il faut voir dans quelles conditions objectives se trouvent ces écoliers (marche harassante, alimentation insuffisante, milieu familial indigent).

(1) Afin de réduire les charges on prévoit le renvoi de 2 300 instituteurs et la fermeture de nombreuses écoles rurales.

A côté de cela, on peut également déceler les inégalités au niveau des grandes villes (Tunis, Sfax, Sousse, Bizerte, etc.). Ainsi les écoles qui se trouvent dans les quartiers populaires, qui recrutent donc essentiellement des enfants de chômeurs, d'ouvriers, de semi-prolétaires, sont surchargées, manquent également de matériel et d'instituteurs. La différence entre les écoles d'El Menzah, du Belvédère et celles de Halfaouine ou du Djebel Lahmar est claire et renseigne amplement sur le caractère de classe, de l'enseignement au niveau même de l'infrastructure.

Mais ce caractère de classe est encore plus frappant au niveau du contenu de l'enseignement. En effet, apprendre à écrire et à lire n'est pas une fin en soi ; par la lecture et par l'écriture on inculque aux élèves des valeurs qui sont les valeurs de la classe dominante. De l'autorité du maître qui exerce un pouvoir absolu sur ses élèves, qui réprime pour donner l'exemple en passant par la discipline et la soumission des écoliers à leurs instituteurs, par les leçons d'éducation civique (respect des traditions, des principes établis), par les leçons d'éducation nationale (le rôle du destour dans le mouvement de libération nationale), par les textes de lecture écrits par des auteurs bourgeois et véhiculant les éléments principaux de la culture et des valeurs bourgeoises (noblesse, beauté, amour, argent...)

Tout est fait pour imposer l'idéologie bourgeoise à toutes les autres classes de la société dans le but de maintenir la domination économique de la bourgeoisie. Ainsi l'enseignement primaire est imprégné du caractère de classe à quelque niveau qu'on se place et l'objectif de démocratisation ne peut être réalisé par la bourgeoisie étant donné que le système capitaliste ne peut engendrer que la sélection, donc la production massive de « déchets » (terme utilisé par le destour).

Pour cela citons l'exemple des enfants de mineurs : « les enfants de mineurs réussissent très mal dans les études ; beaucoup redoublent (90 %) beaucoup sont rentrés tard à l'école. Dans le cas où l'enfant est envoyé dans l'enseignement secondaire, la pension est payée par le père (peu de bourses) ». (Cet exemple est tiré d'une étude faite par des sociologues à la solde du destour et qu'on ne peut taxer de marxistes : « étude de sociologie tunisienne » 1968, vol. 1).

Le premier goulot d'étranglement, qui est d'ailleurs le plus difficile à franchir, est celui primaire-secondaire. Dans le projet de réforme de Mzali et de la « nouvelle équipe destourienne », il est prévu une sélection plus grande à ce niveau, ceci laisse prévoir une augmentation du nombre de « déchets » qui vont rejoindre le rang des chômeurs ou du prolétariat. La majorité des effectifs scolaires ne dépasse pas ce stade (40 % seulement arrivent dans l'enseignement secondaire ou moyen) (2). On peut se demander quel sort est réservé à ces 60 % d'élèves qui forment les « déchets » de l'enseignement primaire ; la plupart rejoint les rangs des chômeurs et du prolétariat, le reste peut toujours espérer un poste de chaouch dans une administration ou de flic : ainsi la majeure partie des éléments d'origine populaire est « formée » par la bourgeoisie pour servir dans les différents « rouages inférieurs » de la production capitaliste ou dans des « postes de subalternes ». Par là, on voit concrètement les liens dialectiques entre les deux fonctions que remplit le système scolaire, à savoir la fonction économique et la fonction de propagande idéologique.

### 3° L'appareil moyen

Ce cycle a servi à la classe au pouvoir, au lendemain de l'indépendance à pallier à un manque douloureusement ressenti : c'est la formation de techniciens qui devait jouer le rôle d'aristocratie ouvrière et remplacer les techniciens étrangers (italiens, maltais...). Le recrutement est assuré parmi ceux qui sont considérés inaptes à suivre des études secondaires (le motif étant une question d'âge). Comme par hasard, il se trouve que ce recrutement se carac-

(2) Grâce à cette sélection entre le primaire et le secondaire, on a prévu pour cette année l'élimination de 23 000 élèves. (Mis à part les 60 % habituellement éliminés.) En outre, dans le secondaire on a prévu le renvoi de 70 000 élèves !

ces élèves sont issus de classes populaires (prolétariat, paysannerie pauvre ou assimilés).

térise par une grande homogénéité sociale ; la plupart de Mais le rythme d'implantation industrielle n'ayant pas suivi celui de la formation de ces ouvriers spécialisés, des problèmes se sont très vite posés à ces jeunes. Actuellement une infime partie trouve un emploi dans le secteur industriel, une autre partie trouve une embauche dans un secteur différent de sa qualification comme ouvrier simple, le reste est soit réduit au chômage, soit obligé de partir travailler à l'étranger (3).

La situation pour les filles n'est pas plus brillante. Les « conseillères sociales » reçoivent un enseignement destiné à introduire le mode de vie bourgeois à des familles de paysans et d'ouvriers. A l'issue du cycle moyen une partie des filles se retrouve au chômage, d'autres se recyclent (standardistes, vendeuses, etc.), d'autres sont recrutées par les centres artisanaux où elles se font surexploiter : conditions de travail très difficiles, salaires très bas (12 dinars par mois pour la plupart), semaine de 48 heures.

**Enseignement hôtelier :** la faillite du destour dans le domaine de l'industrialisation en particulier l'a poussé à favoriser « l'industrie touristique » aux dépens des problèmes économiques pressants : l'agriculture et les industries légères liées à l'agriculture. Les besoins de ce nouveau secteur se sont fait rapidement sentir et ont obligé les responsables destouriens à créer des écoles hôtelières servant surtout à former le personnel de palaces de plus en plus nombreux (Hilton, Africa, Amilcar, Ulysse, Skanès, etc.).

L'enseignement qui est dispensé à ces jeunes est des plus réactionnaires et correspond au mode de vie des classes bourgeoises européennes et américaines.

De plus, ces jeunes qui sont au contact des « raffinements » matériels et moraux des bourgeoises occidentales diffusent ces conceptions dans les classes populaires dont ils sont généralement issus et contribuent aussi à raffermir la domination idéologique de la bourgeoisie.

Ainsi dans l'ensemble, l'enseignement moyen qui recrute essentiellement dans les classes populaires forme des éléments qui objectivement restent pour la plupart au sein de ces masses populaires. Une minorité se fait le défenseur objectif du système bourgeois.

### 4° L'appareil secondaire et supérieur moyen

Là aussi l'insuffisance de l'infrastructure se fait sentir : on a pu lire dans le courrier des lecteurs de « l'Action », organe du P.S.D., de nombreuses lettres de citoyens réclamant la construction de lycées dans les villages où le nombre de lycéens est grand et où les parents sont obligés de payer des pensions à leurs fils dans les internats des villes voisines.

On intègre dans cet appareil tout ce qui touche à la formation de la petite bourgeoisie sous ses divers aspects. Les établissements qui assurent ce recrutement sont les lycées et collèges d'enseignement général ou technique.

Ceux qui n'atteignent pas l'université, trouvent des débouchés dans les administrations, les banques, les assurances, la fonction publique : ils forment le corps des fonctionnaires sans qualification particulière.

Les écoles normales d'instituteurs et de professeurs adjoints forment les cadres des autres appareils d'enseignement (primaire et moyen).

L'enseignement supérieur Zitounien, revu et corrigé, sert à remplir les fonctions bureaucratiques des pouvoirs locaux. Les délégués, les secrétaires de la police, etc. C'est en s'appuyant sur cette catégorie que la bourgeoisie peut garder le pouvoir politique et l'appropriation des moyens de production d'où le rôle déterminant que joue cet enseignement pour affermir l'ordre social bourgeois. Cette alliance avec la bourgeoisie est fondée sur une grande illusion : l'arrivisme. Ces éléments se présentent comme les défenseurs farouches des valeurs bourgeoises héritées de l'enseignement qui leur a été transmis.

Mais de plus en plus nombreux sont les éléments qui perdent leur illusion et qui s'aperçoivent que leurs intérêts ne coïncident pas avec ceux de la bourgeoisie.

(3) Il est prévu la création d'écoles de formation pour l'émigration.

### 5° L'appareil supérieur (4)

La fonction fondamentale de l'enseignement supérieur est de former l'élite destinée à diriger le pays dans les domaines économiques et politiques. Avant l'indépendance l'université islamique de la Zitouna dispensait un enseignement correspondant aux séquelles du féodalisme et formaient des cadres théocratiques.

Une fois la bourgeoisie au pouvoir, elle se devait immédiatement de former une élite technocratique et culturelle pour assurer le fonctionnement capitaliste de l'économie et l'asseoir sur une base idéologique qui lui correspondait. Pour cela, elle créa l'université de Tunis.

Cette université forme pratiquement tous les cadres supérieurs à qui la bourgeoisie a inculqué depuis le primaire toutes les valeurs qui seront l'instrument de l'exploitation des classes populaires. Elle forme aussi des professeurs d'enseignement secondaire qui sont la courroie principale de transmission de cette idéologie bourgeoise à la jeunesse tunisienne à l'âge où elle est la plus réceptive.

Nous citerons au passage que cette université est le reflet des contradictions du système capitaliste lui-même (formation de nombreux ingénieurs qui sont obligés de rester leur vie durant dans un bureau, formation de médecins ne tenant pas compte des maladies les plus répandues, de sociologues sans débouchés, etc.) et qu'elle est l'un des cadres où la lutte des classes s'exprime avec fréquence et violence à cause de la prise de conscience d'un nombre de plus en plus grand de camarades étudiants.

### III. — L'enseignement en Tunisie et les tâches actuelles

L'expérience tunisienne en matière d'enseignement est citée en exemple par tous les bureaux d'études bourgeois (UNESCO et consorts) et fait la fierté des destouriens ainsi que de ceux qui n'arrivent pas à y déceler le caractère de classe.

Tout d'abord commençons par dire que le projet décennal du destour qui prévoyait la scolarisation à 100 % des effectifs scolarisables est loin d'être atteint (la dernière estimation officielle avance le chiffre de 75 %) et que de plus, les nombreuses réformes qui ont été faites mettent au grand jour les contradictions dans lesquelles se débat la bourgeoisie en matière d'enseignement.

Un autre point qui doit être démystifié, c'est celui du budget ; le destour crie à qui veut l'entendre que 25 % du budget est consacré à l'enseignement !

(4) Cette partie nécessite à elle seule une analyse plus complète ; nous nous bornerons ici à quelques remarques générales.

Rappelons d'abord que la prochaine réforme vise à diminuer les charges et assurer la rentabilité, donc à faire de l'enseignement une affaire de commerce et à diminuer ce budget (5). De plus, il n'est nullement besoin de parler de la corruption qui se généralise (les économistes dans les lycées, internats et écoles sont très réputés pour les détournements de produits à leur profit), de la lourde bureaucratie qui suce une bonne partie de ce budget (notamment les salaires des hauts fonctionnaires, des enseignants étrangers, etc.).

Au moment où tous ces abus sont commis, le ralentissement dans la construction d'écoles rurales et de lycées a été très net ces derniers temps ; bien plus, on prévoit actuellement de fermer certaines écoles rurales toujours pour limiter le budget ; les pensions accordées aux élèves nécessaires sont de moins en moins nombreuses (6).

Parler de réussite de l'enseignement et d'enseignement démocratique dans une telle situation est une mystification que nous devons dénoncer afin de montrer à tout le monde la réalité de l'enseignement que dispense la bourgeoisie.

Actuellement une grande tâche de démystification nous attend, nous devons nous y atteler pour expliquer à tous ceux que nous pouvons toucher et particulièrement les ouvriers et les paysans pauvres le caractère de classe de l'enseignement destourien. Nous devons également dans notre agitation quotidienne et patiente lutter :

- contre le contenu réactionnaire de l'enseignement ;
- contre la nouvelle réforme de Mzali et toutes les lois sélectives.

Mais la bourgeoisie tunisienne ne peut réaliser toutes ces revendications sans entrer en contradiction avec ses principes moteurs. La seule voie pour apporter l'enseignement à tous les citoyens, la seule voie pour donner à l'enseignement un caractère progressiste reste la voie de la révolution. Ces objectifs ne peuvent être atteints que lorsque le peuple aura pris en main ses intérêts pour renverser la domination économique et politique de la bourgeoisie.

Seul à ce moment-là, un véritable enseignement démocratique sera dispensé.

Non aux réformes de Mzali !

Pour un enseignement démocratique dans une société démocratique !

(5) Voir les notes 1 et 2.

(6) Si les pensions pour les écoliers et lycéens nécessaires ne sont pas nombreuses des pensions importantes sont données aux fils de personnalités. Ainsi, à Paris se trouvent trois lycéens (inadaptés, n'ayant pas du suivre le cours secondaire normal) dont le fils de l'ambassadeur de Tunisie à Rabat qui bénéficient d'une pension équivalente à 120 dinars par mois !

## Déjà parus dans la collection Publications "Perspectives Tunisiennes"

- N° 1 : « Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la Révolution arabe. »
- N° 2 : « La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie. »
- N° 3 : « Mémoires de militants. »
- N° 4 : « A la lumière du procès du G.E.A.S.T. : Les acquis et les perspectives de la lutte révolutionnaire en Tunisie. »
- N° 5 : « Les problèmes agraires dans la Tunisie actuelle. »

## Non aux mesures policières

Les camarades qui viennent d'être libérés ont été récemment l'objet de nouvelles mesures policières. En effet, ceux qui avaient été condamnés pour « complot » ont été assignés à surveillance administrative : Ben Khader à El Hamma ; Naccache à Gafsa ; Razgallah à Kairouan ; Bellalouna à Médenine ; Ben Jennet à Kélibia ; Ben Othman à Sfax ; Krichen à Kasserine ; Ben Mansour à la Chebba ; Belhassine à Mahdia ; Nejib Chabbi à Béja ; Mejdoub à Tunis sans banlieue... Ces mesures policières qui interviennent au même moment où le pouvoir s'entredéchire, arrête, met en branle ses juridictions d'exception, prouvent clairement le caractère démagogique des déclarations au sujet de la démocratie de la « nouvelle équipe » destourienne.

Mais ces mesures arbitraires ne font que renforcer le courant de solidarité pour les victimes de la politique répressive du pouvoir. Ainsi lors d'une conférence débat tenue le 23 avril à l'occasion du centenaire de Lénine par la corpo d'histoire, une déclaration dénonçant cette mesure arbitraire, démystifiant la grâce conditionnelle et appelant à la lutte jusqu'à l'obtention de l'amnistie a été acclamée par l'assemblée.

Il s'agit maintenant plus que jamais de lutter pour l'amnistie inconditionnelle de dénoncer la politique pseudo-démocratique du destour, de populariser auprès des masses laborieuses le sens du combat engagé par les révolutionnaires en vue d'une liaison effective avec les classes exploitées.

## ECHOS

### LYON : Mokaddem, consul ou flic ?

Une réunion groupant ouvriers et étudiants tunisiens a eu lieu à Lyon, dans la salle de « l'amicale », le 12 avril. L'assemblée prit position contre la politique anti-populaire du destour, aussi bien du temps de Ben Salah qu'actuellement, et décida de tenir une réunion plus importante le 15 avril. Mais le gérant de l'amicale, sur ordre du consul Mokaddem, refusa de donner le local. Devant ce refus, une délégation fut désignée pour aller voir Mokaddem ; celui-ci lui dénia tout représentativité.

Un appel à la mobilisation fut lancé. Le samedi 18 avril, un grand nombre d'ouvriers et d'étudiants occupèrent le consulat pour exiger de Mokaddem :

- la clé de l'amicale ;
- le respect des ouvriers qui viennent au consulat ;
- l'ouverture du consulat deux ou trois jours par semaine à des heures qui conviennent aux ouvriers (afin qu'ils ne perdent pas une journée de travail).

Devant ces revendications légitimes, Mokaddem fit appel à la police française qui pénétra dans le consulat (territoire symboliquement tunisien) matraqua les camarades et opéra de nombreuses arrestations.

Voilà un exemple édifiant de la « coopération » entre les gouvernements tunisiens et français !

### La concentration se poursuit à la campagne

La concentration des terres qui s'était faite sous l'égide des coopératives du temps de Ben Salah continue actuellement. En effet, après le démantèlement des coopératives, les paysans pauvres qui ont repris leurs parcelles se sont trouvés pour la plupart dans l'incapacité de les cultiver : ils n'avaient ni capitaux, ni moyens de production (bétail, semences).

Ils ont donc été obligés de louer ou de vendre (1) leurs parcelles aux gros propriétaires.

(1) Les petits paysans qui n'ont pas loué leurs parcelles ont eu la possibilité de les cultiver essentiellement en hypothéquant des bijoux. Ils risquent d'avoir de mauvaises récoltes, le printemps ayant été très sec, cette année.

Cela n'ayant pas été suffisant, la « nouvelle équipe » a pris une nouvelle mesure pour accroître la concentration. Les terres domaniales (2) seront cédées aux « particuliers qui ont une expérience en matière agricole ». Cela signifie que ces terres seront elles aussi « confiées » aux gros propriétaires terriens selon une convention à établir entre l'office des terres domaniales et les intéressés. Le visage anti-populaire de la « nouvelle équipe » apparaît au grand jour et rien ne pourra lui éviter la colère des masses.

(2) Les terres domaniales sont réparties entre l'office des terres domaniales (651 000 ha), l'O.M.V.V.M. (60 000 ha) et les offices de l'Enfida (40 000 ha) de Souassi (5 000 ha) et Gamouda (18 000 ha).

### "Coopération" Tunisie-U.S.A.

Mondher Ben Ammar, ministre du Tourisme et de l'Aménagement du territoire, a effectué une visite de trois semaines aux Etats-Unis. Les résultats de cette tournée sont prometteurs quant au développement de la mainmise impérialiste sur l'économie tunisienne par le biais du tourisme. Ainsi la compagnie hôtelière « Holliday Inn » (qui possède une chaîne de 1 200 hôtels dans le monde) construira un complexe hôtelier en Tunisie. Le ministre a eu des entretiens avec les responsables de la Banque Mondiale sur un projet de financement touristique. Il a été égale-

ment bien accueilli par le vice-président exécutif de la S.F.I. (Société Financière Internationale) qui a accordé un prêt de huit millions de dollars à la CO.FI.TOUR. (Compagnie Financière Touristique dont la S.F.I. détient 20 % du capital, le reste étant détenu par l'Etat tunisien et des particuliers tunisiens et étrangers, et d'autres sociétés étrangères). Après tout ceci, faut-il croire Ladgham quand il prétend qu'aucun lien de dépendance n'existe entre la Tunisie et les U.S.A. ?

# Centenaire de LENINE

Lénine a lutté, sa vie durant, contre le « théoricisme » : « le marxisme n'est pas un dogme mort, une doctrine achevée toute prête, immuable, mais un guide vivant pour notre action ».

Mao Tsé-Toung critique aussi ce vice essentiel, devenu, depuis, l'exercice préféré du « cours de marxisme » qu'abritent les universités bourgeoises et révisionnistes : « nos camarades doivent comprendre que si nous étudions le marxisme-léninisme ce n'est pas pour faire étalage, ni parce qu'il recèlerait quelque mystère, mais uniquement parce qu'il est la science qui permet de mener à la victoire : la révolution prolétarienne. Bien des gens pensent encore que des formules isolées, empruntées à la littérature marxiste-léniniste peuvent être prononcées toutes prêtes ; qu'il suffit de les acquérir pour guérir sans peine toutes les maladies.

Ils font preuve d'ignorance puérile et il nous appartient de les éclairer. Ce sont de tels ignorants qui considèrent le marxisme-léninisme comme un dogme religieux. » (De la pratique.)

Nous ne fêtons pas par des discours académiques le centenaire de Lénine. La meilleure façon de le faire, c'est de développer davantage « notre travail pratique et de propagande et d'agitation » qui « passe nécessairement toujours avant, en premier lieu parce que le travail théorique ne fournit la réponse qu'aux questions posées par le travail pratique ». (Ce que sont les amis du peuple...) Le marxisme-léninisme sera pour nous « un guide vivant pour l'action » ; et c'est l'actualité en Tunisie (agitation ouvrière et « réorganisation syndicale ») qui nous pousse à choisir pour notre rubrique « apprenons le Marxisme auprès de ceux qui ont su le pratiquer », le texte suivant de Lénine.

## Apprenons le Marxisme auprès de ceux qui ont su le pratiquer

Quelles sont donc les principales questions soulevées par l'application à la Russie du programme commun à tous les social-démocrates ? Nous avons déjà dit que l'essence de ce programme consiste à organiser et diriger la lutte de classe du prolétariat, dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation d'une société socialiste. La lutte de classe du prolétariat comporte l'action économique (contre certains capitalistes ou contre certains groupes de capitalistes pour l'amélioration du sort des ouvriers) et la lutte politique (contre le gouvernement pour l'extension des droits du peuple, c'est-à-dire pour la démocratie, et pour l'extension du pouvoir politique du prolétariat). Certains social-démocrates russes (parmi lesquels se rangent vraisemblablement ceux qui dirigent la *Robotchaia Mysl*) estiment que l'action économique est infiniment plus importante et c'est tout juste s'il ne renvoient pas la lutte politique à un avenir plus ou moins éloigné. Ce point de vue est absolument faux. Tous les social-démocrates sont d'accord sur la nécessité d'organiser l'action économique de la classe ouvrière, de mener une agitation parmi les ouvriers sur ce terrain, c'est-à-dire d'aider les ouvriers dans leur bataille quotidienne contre les patrons, d'attirer leur attention sur toutes les formes et tous les cas d'oppression et de leur faire comprendre ainsi la nécessité de l'union. Mais oublier la lutte politique pour la lutte économique serait s'écarter du principe essentiel de la social-démocratie internationale et oublier ce que nous apprend toute l'histoire du mouvement ouvrier...

Il n'est pas de lutte économique qui puisse apporter aux ouvriers une amélioration durable, qui puisse même se dérouler sur une vaste échelle, si les ouvriers n'ont pas le droit d'organiser librement des réunions, des syndicats, d'avoir leurs journaux, d'envoyer leurs représentants aux assemblées nationales, comme le font les ouvriers d'Allemagne et de tous les autres pays d'Europe (à l'exception

de la Turquie et de la Russie). Or, pour conquérir ces droits, il faut mener une *lutte politique*. En Russie, non seulement les ouvriers, mais tous les citoyens sont privés de droits politiques. La Russie est une monarchie autocratique, absolue. Le tsar seul promulgue les lois, nomme et contrôle les fonctionnaires. De ce fait, il semble qu'en Russie le tsar et le gouvernement tsariste ne dépendent d'aucune classe et s'occupent tout autant des uns que des autres. Mais en réalité, tous les fonctionnaires sont choisis uniquement parmi la classe possédante, et tous sont soumis à l'influence des gros capitalistes qui mènent les ministres par le bout du nez et obtiennent tout ce qu'ils veulent. La classe ouvrière russe subit un double joug : elle est spoliée et dépouillée par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers et, pour l'empêcher de se battre contre eux, la police la tient ligotée et bâillonnée et réprime toute tentative de défendre les droits du peuple. A chaque grève contre un capitaliste on lance sur les ouvriers la troupe et la police. Toute lutte économique se transforme nécessairement en une lutte politique, et la social-démocratie doit lier indissolublement l'une et l'autre dans une *lutte de classe unique du prolétariat*. Le but premier et principal doit en être la conquête des droits politiques, la *conquête de la liberté politique*. Si les ouvriers de Pétersbourg à eux seuls, avec un faible appui des socialistes, ont su obtenir rapidement des concessions du gouvernement — la promulgation de la loi réduisant la journée de travail, — nul doute que l'ensemble de la classe ouvrière russe, dirigée par le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » uni, saura obtenir par une bataille opiniâtre des concessions bien plus importantes encore...

Lénine, extraits de « Notre Programme » écrit en 1899. Œuvres complètes, Tome IV, pp. 218-220. Editions en langues étrangères, Moscou.